



SECHILIENNE-SIDEC

Rapport financier semestriel au 30 juin 2009

Le 31 août 2009

Sommaire

I / Rapport d'activité semestriel	P. 3 à 14
II / Comptes consolidés résumés au 30 juin 2009	P. 15 à 40
III / Attestation du rapport financier semestriel	P. 41 à 42
IV / Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	P. 43 à 45

I/ RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

A. CHIFFRES CLES

En millions d'euros (sauf le résultat net par action en euros)	S1 2009	S1 2008	Variations	Exercice clos le 31/12/2008
Produit des activités ordinaires	121,3	130,6	- 7,2 %	304,5
EBITDA	48,9	51,5	- 4,9%	121,7
Résultat opérationnel	35,4	41,1	- 14,0 %	95,9
Résultat avant impôt	26,5	33,8	- 21,5 %	80,5
Résultat net	20,6	27,1	- 23,9 %	70,8
Résultat net part du Groupe	16,9	22,6	- 25,3 %	61,0
Résultat par action (en euros)	0,61	0,81		2,19
Capacité d'autofinancement	49,7	53,1*		124,6
Trésorerie nette fin de période	62,0	26,3		66,8
Capitaux propres	280,1	267,3		298,2
Endettement net	464,2	448,5		459,8
<i>*montant retraité pour tenir compte du reclassement des flux de trésorerie intervenu au second semestre 2008</i>				

B. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE

Les faits marquants du premier semestre 2009 ont été les suivants, pour les sociétés consolidées en intégration globale et proportionnelle :

Conditions d'exploitation des centrales

§ Dans le domaine thermique, l'exploitation de certaines unités a été fortement impactée au début du semestre par des éléments non récurrents :

- arrêt de la centrale CTM en Guadeloupe du 20 janvier au 4 avril 2009 du fait des mouvements sociaux qui ont affecté l'ensemble des activités et entreprises de l'île jusqu'au 4 mars, puis se sont prolongés dans un nombre élevé de sites pendant les semaines suivantes. Cet évènement s'est inscrit dans un contexte caractéristique de force majeure.
- indisponibilité d'une tranche de la centrale CTBR – 1 à la Réunion entre le 29 décembre 2008 et le 12 avril 2009, en raison d'une panne d'alternateur survenue le 29 décembre 2008, qui a nécessité le démontage, le transfert en Europe pour réparation et le remontage d'une pièce de près de 25 tonnes.

Les autres centrales thermiques en activité ont réalisé d'excellentes performances opérationnelles et ont atteint des taux de disponibilité très élevés.

	Capacité installée	Mise en service	% de détention	Taux de disponibilité		
Océan Indien		425 MW				
<i>Bois Rouge 1 (CTBR1)</i>	56	1992	100%	65,9%	▪ 94,2% hors panne d'alternateur	
<i>Bois Rouge 2 (CTBR2)</i>	52	2004		96,8%		
<i>Gol A (CTGA)</i>	64	1995		93,3%	▪ Incluant l'arrêt annuel	
<i>Gol B (CTGB)</i>	58	2006	65%	87,4%		
<i>Belle Vire (CTBV)</i>	70	2000	27%	87,2%		
<i>Sud (CTDS)</i>	35	2005	25%	96,3%		
<i>Savannah (CTSAW)</i>	90	2007	25%	87,9%		
Caribes		104 MW				
<i>Moule (CTM)</i>	64	1998	100%	48,0%	▪ 96,0% hors mouvements sociaux	
<i>Galion (CCG)</i>	40	2007	80%	92,5%		
Total		529 MW				

Le contexte économique et réglementaire dans lequel s'est inscrit le fonctionnement de l'ensemble des centrales thermiques a par ailleurs été dominé par deux éléments :

- d'une part, la baisse du coût des matières premières énergétiques, qui avait au contraire fortement augmenté au premier semestre 2008. Cette baisse impacte les recettes du Groupe du fait de l'indexation contractuelle du prix de vente de son électricité au coût du combustible.
- d'autre part, la réduction drastique des quotas de gaz à effet de serre alloués aux producteurs d'électricité. La conclusion d'avenants aux contrats avec EDF, validés par la Commission de Régulation de l'Energie, assure la refacturation à EDF du coût résultant de l'insuffisance des quotas, à l'exception d'une franchise plafonnée à un montant maximal de 2 M€/an, laissée à la charge des centrales thermiques.

§ Dans le domaine photovoltaïque, la productivité des installations en exploitation, dont la puissance du parc s'est accrue, a été excellente.

§ Dans le domaine éolien, le parc, de dimensions plus importantes qu'au 30 juin 2008, a fonctionné dans des conditions de vent moins favorables qu'au premier semestre 2008.

Développement et projets

§ Dans le domaine thermique, les éléments essentiels de l'activité de développement au cours du premier semestre ont été :

- L'avancement des travaux de réalisation de la centrale de 38 MW CARAIBES ENERGIE (CE) à la Guadeloupe, à un rythme rapide depuis début avril.
- La délivrance en mars 2009 de l'autorisation d'exploiter requise par la loi sur l'électricité du 10 février 2000, pour une centrale bagasse-charbon de 15 MW à Marie-Galante.
- La publication le 25 juin 2009 par le ministère en charge de l'Energie et du Développement durable, du rapport au Parlement sur la programmation pluriannuelle des investissements de production d'électricité pour la période 2009 – 2020, dont le chapitre consacré aux zones non-interconnectées est favorable aux projets développés par le Groupe. Il souligne en effet que :
 - ü à la Martinique, la réalisation de la Centrale bagasse-charbon du GALION (37,5MW) dans les plus brefs délais est nécessaire,
 - ü dans l'archipel guadeloupéen, la mise en service de la nouvelle centrale bagasse-charbon de Marie-Galante (15,0 MW) permettra de brûler la bagasse produite dans l'île et de sécuriser l'équilibre offre/demande d'électricité extrêmement tendu,

et il mentionne, à la Réunion, le projet de nouvelle Centrale bagasse-charbon de Saint-André (50,0 MW au maximum).

§ Dans le domaine photovoltaïque, le parc installé ou en cours de construction du Groupe est passé de 20,5 MW (dont 8,0 MW en exploitation) au 31 décembre 2008 à 27,1 MW (dont 12,8 MW en exploitation) au 30 juin 2009.

La puissance couverte par les permis de construire obtenus a augmenté pendant la même période de 16,5 MW, passant de 43,5 MW à 60,0 MW (purgés de tout recours à fin août 2009). Les demandes de permis de construire à l'instruction ont diminué passant de 46,5 MW à 17,6 MW du fait des décisions des Autorités délivrant les permis d'une part, et de la mise en œuvre par le Groupe d'une politique de sélection des dossiers encore plus rigoureuse d'autre part.

§ Dans le domaine éolien, la puissance en exploitation est restée à 42,5 MW pendant tout le premier semestre. Un nouveau permis de construire portant sur un parc de 9,0 MW a été délivré au Groupe en juin 2009, portant le portefeuille de permis de construire obtenus pour le développement de ce secteur d'activité à 25,0 MW dont 16,0 MW purgés de tout recours.

C. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

§ Le compte de résultat

- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe en millions d'euros*

Secteur d'activité	Cumul au 30/06/09	Rappel cumul au 30/06/08	Variations
- Thermique	111,9	124,4	- 10,1 %
- Eolien	2,8	1,9	+ 51,0 %
- Photovoltaïque	5,8	3,6	+ 59,8 %
• Exploitation	3,3	0,8	+ 319,9 %
• Vente de panneaux et d'installations aux tiers	2,5	2,8	- 11,5 %
- Holding	0,8	0,7	+ 8,8 %
TOTAL	121,3	130,6	- 7,2 %

** Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe comprend les chiffres d'affaires réalisés pour SECHILIENNE-SIDEC et ses filiales intégrées globalement ou proportionnellement à La Réunion et Mayotte, à la Guadeloupe, à la Martinique, en Espagne et en France Métropolitaine. Il ne comprend pas les participations à l'île Maurice, mises en équivalence.*

- Le chiffre d'affaires ressort en baisse de 9,3 millions d'euros par rapport à celui enregistré au 30 juin 2008 ; cette baisse se répartit entre - 8,3 millions d'euros au premier trimestre et -1,0 million d'euros au second trimestre.
- La diminution observée est concentrée sur le secteur thermique,
 - dont les unités de production CTM et CTBR – 1 ont connu au premier trimestre des périodes d'arrêt prolongé rappelées plus haut. A noter cependant que dans l'attente d'un accord quant au traitement de la clause de force majeure pour l'arrêt de la Centrale CTM, la part fixe du chiffre d'affaires (prime fixe) de cette centrale a été normalement et intégralement facturée sur toute la période.
 - et dont les ventes d'électricité ont été affectées par la baisse du coût des matières premières énergétiques du fait de l'indexation contractuelle de leur prix sur le coût du combustible.
- Les excellentes performances en termes de disponibilité et de rendement des unités thermiques autres que CTM et CTBR – 1 au premier trimestre, et de l'ensemble des centrales au second trimestre, ont cependant permis d'atténuer l'impact de ces éléments défavorables sur le chiffre d'affaires.
- Le secteur éolien enregistre pour sa part une augmentation de chiffre d'affaires de 0,9 million d'euros, liée au plein effet sur la période des mises en service de nouveaux parcs intervenues courant 2008 (parcs de Niedervissé en mars 2008, et de Clamanges-et-Villeseneux au quatrième trimestre 2008). Cette augmentation a été atténuée par les conditions de vent moins bonnes qu'en 2008.

- Le secteur photovoltaïque enregistre également une augmentation du chiffre d'affaires : + 2,2 millions d'euros dont + 2,5 millions d'euros au titre de l'exploitation qui a bénéficié de la mise en service de 8,7 MW de nouvelles installations depuis la fin du premier semestre 2008 et -0,3 million d'euros au titre des ventes d'installations (en 2008 et 2009) et de panneaux (au premier trimestre 2009) à des tiers.
 - Le chiffre d'affaires de la holding est stable.
- L'EBITDA

Secteur d'activité	En millions d'euros		
	30/06/09	30/06/08	Variations
Thermique	44,0	46,8	-2,8
Éolien	2,3	1,7	+0,6
Photovoltaïque	2,5	1,2	+1,4
Holding	0,1	1,8	-1,7
Total	48,9	51,5	-2,6

L'EBITDA s'élève au 30 juin 2009 à 48,9 millions d'euros contre 51,5 millions d'euros au 30 juin 2008, soit une variation de – 2,6 millions d'euros qui se décompose ainsi :

- a) – 2,8 millions d'euros pour le secteur Thermique dont les facteurs explicatifs sont les suivants :
- la baisse sensible du prix du charbon. Elle a exercé un effet négatif (- 5,7 millions d'euros), car les contrats avec EDF stipulent que la quantité de charbon consommé par chaque centrale pendant la période considérée est facturée sur la base du prix de la dernière livraison de charbon connue à la date de la facture alors que le combustible réellement consommé peut provenir d'un stock constitué à partir de livraisons antérieures. Ce mécanisme peut donc générer des écarts impactant le résultat s'il y a variation du prix unitaire du charbon entre deux livraisons,
 - les arrêts des centrales CTM et CTBR -1 en début d'année,
 - La prise en compte des dispositions des « avenants CO2 » récemment conclus avec EDF,

- les excellentes performances opérationnelles des centrales en activité.
- b) +0,6 million d'euros pour le secteur Éolien, lié à la mise en service des nouvelles installations de Niedervisse, Clamanges et Villeseneux, dont l'effet positif a cependant été atténué par les conditions de vent moins bonnes qu'en 2008.
- c) + 1,4 million d'euros pour le secteur Photovoltaïque, dont :
- +2,0 millions d'euros liés à l'effet de la mise en service d'installations nouvelles depuis la fin du premier semestre 2008, et aux bonnes performances des équipements.
 - - 0,7 million d'euros d'impact lié à la destruction d'une installation photovoltaïque en début d'année consécutive à l'incendie de son bâtiment porteur.
 - + 0,1 million d'euros généré par la vente d'installations et de panneaux.
- d) -1,7 million d'euros pour la Holding. Cette variation résulte de charges d'honoraires en grande partie exceptionnelles (document de référence, audits environnementaux, etc.), de l'accroissement de charges salariales dû au renforcement des structures et process, et d'une moindre activation de coûts d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

○ Le résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 35,4 millions d'euros contre 41,1 millions d'euros au 2^{ème} semestre 2008, en baisse de 14,0%.

Aux éléments ayant impacté l'EBITDA s'ajoutent :

- 1,4 million d'euros liés à la hausse des amortissements du fait des nouvelles mises en service dans les domaines photovoltaïque et éolien,
- 1,8 million d'euros de dotation nette de provisions pour risques incluant la couverture de l'incertitude sur la période couverte par la force majeure pendant l'arrêt de la centrale CTM.

○ Le coût de l'endettement financier et les autres produits financiers et charges financières

Le solde se traduit par une charge nette de 10,1 millions d'euros contre 9,4 millions d'euros au premier semestre 2008, soit + 0,7 million d'euros, en raison des investissements de la période.

○ La quote-part du résultat net des entreprises associées

Elle s'élève à 1,2 million d'euros, contre 2,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008. La diminution de -0,8 million d'euros enregistrée résulte notamment d'éléments positifs non récurrents en 2008.

○ La charge d'impôt

Elle s'établit à 5,9 millions d'euros à comparer à 6,7 millions d'euros au premier semestre 2008.

○ Le résultat net

Il ressort à 20,6 millions d'euros contre 27,1 millions d'euros au premier semestre 2008. La variation de - 6,5 millions d'euros ainsi observée résulte de l'ensemble des éléments analysés ci-dessus, notamment la diminution de 5,7 millions d'euros du résultat opérationnel.

○ Le résultat net consolidé part du Groupe

Compte tenu d'une baisse de 0,7 million d'euros de la part des intérêts minoritaires (3,7 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 4,4 millions d'euros au 30 juin 2008), le résultat net consolidé part du Groupe s'établit à 16,9 millions d'euros à comparer à 22,6 millions d'euros au 30 juin 2008, soit -5,7 millions d'euros.

§ Le tableau des flux de trésorerie

○ Les flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles

Ces flux se sont élevés à 56,6 millions d'euros au premier semestre 2009 contre 43,4 millions d'euros au premier semestre 2008.

L'augmentation de + 13,2 millions d'euros résulte :

- pour - 3,4 millions d'euros de la diminution de la capacité d'autofinancement en lien avec la baisse constatée de l'EBITDA,
- pour +9,6 millions d'euros de la diminution du besoin en fonds de roulement du fait des actions conduites à cette fin notamment dans le secteur thermique,
- pour +7,0 millions d'euros de la diminution du montant d'impôt décaissé en raison des défiscalisations obtenues en 2008 et de l'application des nouvelles dispositions fiscales édictées consécutivement à la crise financière.

○ Les flux de trésorerie générés par les activités d'investissement

Ils se sont élevés au premier semestre 2009 à 50,2 millions d'euros en ligne avec les 50,0 millions d'euros d'investissement au premier semestre 2008.

Ils ont concerné pour l'essentiel les paiements sur investissements sur les centrales en cours de construction, à savoir principalement Caraïbes Energie dans le secteur Thermique et de nombreuses installations dans le secteur photovoltaïque.

○ Les flux de trésorerie générés par les activités de financement

Ils se sont élevés au premier semestre 2009 à – 11,3 millions et s'expliquent par :

- le coût de l'endettement financier : -11,0 millions d'euros.
- les remboursements d'emprunts et dettes financières (-21,5 millions d'euros) quasiment équivalents aux émissions et aux souscriptions d'emprunts et dettes financières (21,2 millions d'euros).

Par ailleurs, le dividende 2007 (33,7 millions d'euros) avait été payé intégralement en numéraire en juin 2008, tandis qu'il a été procédé pour le dividende 2008 en juillet 2009 à un versement en numéraire de 20,6 millions d'euros sur un total distribué de 33,7 millions d'euros, du fait de la faculté offerte aux actionnaires d'opter pour le paiement intégralement en numéraire ou le paiement pour moitié en actions et pour moitié en numéraire.

Globalement, la trésorerie nette à l'ouverture du premier semestre 2009 s'élevait à 66,8 millions d'euros. Elle ressort à la clôture à 62,0 millions d'euros, à comparer à 26,3 millions d'euros au 30 juin 2008.

§ La structure financière

- L'endettement net est stable au 30 juin 2009 ressort à 464,2 millions d'euros contre 459,7 millions d'euros au 31 décembre 2008.
- Le montant des capitaux propres est au total de 280,1 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 298,2 millions d'euros au 31 décembre 2008, et le montant des capitaux propres part du Groupe s'élève à 223,4 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 242,6 millions d'euros au 31 décembre 2008.

La baisse constatée s'explique par l'impact du dividende attribué sur le résultat 2008 (33,7 millions d'euros) partiellement compensé par le résultat du premier semestre (16,9 millions d'euros).

D. PERSPECTIVES

Le second semestre bénéficiera en termes d'activité de l'effet périmètre des nouvelles installations mises en service.

Le compte de résultat pourrait être par ailleurs, en cas de non-stabilisation du coût du charbon, impacté à la baisse ou à la hausse en fonction du sens de l'évolution de ce coût auquel le prix de l'électricité vendue est indexé, et de la situation des stocks de combustible des centrales.

Le Groupe considère qu'il pourra refacturer au cours de second semestre l'octroi de mer sur les importations de charbon institué par le Conseil Régional de la Réunion.

Les résultats seront, comme les années antérieures, influencés par le niveau des aides fiscales à l'investissement dans les Départements d'outre-mer qui auront été obtenues ou non sur 2009.

Pour la deuxième partie de l'année, le Groupe est confiant quant à la poursuite du développement des projets en cours, dont notamment l'avancée des travaux Caraïbes Energie, le lancement des travaux de deux projets plain-champ en France pour un total de 19 Mw et le développement de nouvelles installations photovoltaïques en toiture à La Réunion, en Martinique et en Guadeloupe.

E. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

- Il n'y a pas eu au cours du premier semestre 2009 de variations significatives des transactions réalisées avec les parties liées.
- Des conventions de mise à disposition par APAX Partners de personnel, à but non lucratif, ont été signées le 20 mars 2009 prévoyant la mise à disposition de SECHILIENNE-SIDEC de deux personnes à raison de deux jours par semaine pendant une période de quelques semaines.

F. DONNEES RELATIVES A L'ACTIONNARIAT

La société n'a pas reçu, au cours du premier semestre, d'avis de franchissement à la hausse ou à la baisse d'un seuil légal ou statutaire du capital et des droits de vote.

G. EVOLUTION DES RISQUES

- Risques liés aux activités de la Société

La situation à cet égard ne comporte pas de modifications par rapport à la description qui en est faite dans le rapport de gestion de l'exercice 2008, qui mentionne :

- l'indisponibilité entre le 29 décembre 2008 et le 12 avril 2009 d'une tranche de la centrale CTBR-1 en raison d'une panne d'alternateur.

- l'arrêt de la centrale CTM du 20 janvier au 4 avril 2009 du fait des mouvements sociaux intervenus à la Guadeloupe.
- le mécanisme d'impact sur les comptes de l'évolution du prix du charbon.

- Risques juridiques

La situation à cet égard ne comporte pas de modifications significatives par rapport à celle décrite dans le document de référence.

- Risques de dépendance à l'égard de tiers

La situation en ce domaine ne comporte pas de modifications par rapport à la description qui en est faite dans le document de référence.

- Risques de marché

Risques de liquidité

Au 30 juin 2009, la position de liquidité du Groupe est de 70.2 millions d'euros contre 75,3 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette position de liquidité inclut 5,0 millions d'euros de lignes de crédit non utilisées au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008.

Risques de taux

Au cours du premier semestre 2009, le groupe n'a pas mis en place de nouveaux instruments de couverture de taux. Une nouvelle dette à taux variable d'un montant de 6,8 millions d'euros a été tirée au cours de la période. Les autres dettes émises sur la période sont à taux fixes.

Risques sur Actions

Les placements de trésorerie du Groupe sont réalisés en SICAV monétaires bénéficiant de bonnes notations et souscrites auprès d'établissements reconnus. Le portefeuille d'actions propres n'a pas varié au cours du premier semestre 2009.

Risques de change

Les risques de change n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à ceux décrits dans le document de référence.

- Risques liés à la situation de Financière HELIOS, actionnaire de référence de la Société.

L'analyse développée dans le document de référence, soulignant que la procédure de sauvegarde de Financière Hélios n'a aucun impact sur le bon déroulement de l'exploitation du Groupe et n'a aucune incidence sur son endettement et sa situation financière, reste intégralement valable.

H. INCIDENCE DE LA CRISE FINANCIERE SUR LES ACTIVITES DU GROUPE

§ Activités courantes des installations en exploitation

Le Groupe confirme la pérennité des indications données sur ce point dans ses comptes annuels 2008. La crise financière n'a pas fait sentir ses effets sur ses activités courantes.

Par ailleurs, les actions menées ont permis d'accroître très fortement la position de liquidité du Groupe par rapport à celle du premier semestre 2008 et de diminuer significativement le besoin en fonds de roulement.

Chaque installation en exploitation est portée par une structure distincte qui porte l'actif et le financement. Le financement à rembourser est sans recours et adossé aux actifs exploités par la structure.

Ces structures bénéficient de contrats de très longue durée conclus avec EDF en France et le Central Electricity Board à l'île Maurice.

§ Projets en cours de construction

La situation a évolué favorablement depuis la date d'arrêté des comptes de l'exercice 2008. Il était alors signalé que le Groupe n'avait pas encore financé l'intégralité des coûts engagés pour la réalisation du projet thermique CARAIBES ENERGIE et pour quelques projets solaires de faible capacité.

Les contrats de financement en Crédit-bail de CARAIBES ENERGIE ont été signés en juillet 2009 après l'accord donné par un établissement financier supplémentaire, ce qui a porté le montant total ferme de dette à long terme de 66,0 millions d'euros au 31 décembre 2008 à 86,0 millions d'euros à la date d'arrêté des comptes semestriels. Par ailleurs le coût total nominal du projet est passé de 120 millions d'euros à 125 millions d'euros.

Conformément à la politique du Groupe, tous les projets solaires en cours de construction ont été financés.

§ Projets de développement

Les objectifs de développement du Groupe dans le secteur de l'énergie solaire nécessitent un financement important par de la dette à long-terme à recours limité. Les conditions de marché ont pour conséquence un allongement des délais de négociation. Ceci pourra avoir pour effet de décaler dans le temps certains projets.

Concernant les projets de développement à venir, les politiques d'engagement du Groupe sont strictement conditionnées à l'obtention préalable des financements.

- Engagements d'achats

Dans le cadre du développement de ses activités dans le secteur de l'énergie solaire, le Groupe a conclu un contrat d'approvisionnement en panneaux solaires à couche mince avec le fournisseur FIRST SOLAR. Ce contrat s'étend sur la période 2007-2012. Le Groupe pourrait être amené à prendre livraison de ces panneaux alors que les financements des projets correspondants n'ont pas été obtenus.

Dans de telles circonstances, le Groupe pourrait être amené à avoir recours à un financement de stocks ou encore à organiser une cession externe du surplus de panneaux ainsi que cela a déjà été réalisé en 2008 et au cours du premier semestre 2009.

Toutefois, ce contrat a fait l'objet d'une renégociation qui a permis une diminution significative des engagements et une plus grande souplesse sur les calendriers de livraison.

II / Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2009

Table des matières

A	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RESUME	17
B	ETAT DE RESULTAT GLOBAL.....	18
C	BILAN CONSOLIDE RESUME.....	19
D	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	21
E	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	22
F	NOTES AUX ETATS FINANCIERS	23
1	FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE	23
2	BASES DE PREPARATION DES COMPTES ET METHODES COMPTABLES.....	25
3	PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	28
4	SECTEURS OPERATIONNELS.....	28
5	PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	30
6	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION.....	30
7	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	30
8	COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	31
9	AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	31
10	IMPOTS.....	32
11	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	33
12	IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	33
13	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES.....	34
14	ACTIFS FINANCIERS.....	35
15	STOCKS	36
16	AUTRES ACTIFS COURANTS.....	36
17	CAPITAL ET ACTIONS POTENTIELLES.....	36
18	DETTES FINANCIERES.....	38
19	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.....	38
20	INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES.....	39
21	AUTRES PASSIFS COURANTS	39
22	ENGAGEMENTS HORS-BILAN AU 30 JUIN 2009	40
23	PARTIES LIEES.....	40
24	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	40

A Compte de résultat consolidé résumé

<i>En milliers d'euros</i>	Note	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Produit des activités ordinaires	5	121 263	130 613
Achats (variation des stocks incluse)		(44 240)	(51 014)
Frais logistique		(2 672)	(2 771)
Charges de personnel		(9 767)	(7 682)
Autres charges d'exploitation	6	(24 255)	(19 024)
Autres produits d'exploitation	6	8 316	385
Dotations aux amortissements et aux provisions		(13 852)	(10 349)
Autres charges opérationnelles	7	(3 033)	(98)
Autres produits opérationnels	7	3 622	1 061
Résultat opérationnel		35 382	41 121
Coût de l'endettement financier	8	(10 993)	(10 256)
Autres produits financiers	9	1 095	1 528
Autres charges financières	9	(180)	(662)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	13	1 202	2 027
Résultat avant impôt		26 506	33 759
Charge d'impôt	10	(5 920)	(6 707)
Résultat net de la période		20 586	27 052
Revenant :			
Aux actionnaires de Séchilienne		16 921	22 638
Aux intérêts minoritaires		3 665	4 414
Résultat par action	17	0,61	0,81
Résultat dilué par action	17	0,61	0,81

B Etat de résultat global

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Résultat après impôt	20 586	27 052
Eléments comptabilisés en capitaux propres		
Différences de conversion	(895)	119
Couvertures de flux de trésorerie net d'impôts différés	(2 589)	2 625
Impôts différés liés aux couvertures de flux de trésorerie	745	(635)
<i>Sous-total éléments comptabilisés en capitaux propres</i>	<i>(2 739)</i>	<i>2 109</i>
Résultat global total	17 847	29 161
Revenant :		
Aux actionnaires de Séchilienne	14 454	24 289
Aux intérêts minoritaires	3 393	4 872

C Bilan consolidé résumé

Actif

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30/06/2009	31/12/2008
Actifs non courants			
Ecart d'acquisition	3	950	950
Immobilisations incorporelles	11	112 165	114 329
Immobilisations corporelles	12	656 863	618 184
Actifs financiers non courants	14	21 726	42 195
Participation dans les entreprises associées	13	24 437	24 972
Instruments financiers dérivés non courants	20	14 561	
Impôts différés actifs		2 948	2 387
Total des actifs non courants		833 650	803 017
Actifs courants			
Stocks et en cours	15	27 006	25 233
Clients		35 157	31 692
Autres actifs courants	16	28 949	30 228
Instruments financiers dérivés courants	20	0	5 588
Actifs financiers courants	14	80 882	51 135
Banques		5 076	19 209
Total des actifs courants		177 070	163 085
Total de l'actif		1 010 720	966 102

Passif

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30/06/2009	31/12/2008
Capitaux propres part du groupe			
Capital	17	1 071	1 071
Primes		1 794	1 794
Réserves		209 647	183 860
Réserves de conversion		(5 996)	(5 114)
Résultat de l'exercice		16 921	60 968
Total des capitaux propres du groupe		223 437	242 579
Intérêts minoritaires		56 700	55 618
Total des capitaux propres		280 137	298 197
Passifs non courants			
Avantages au personnel		8 503	8 223
Provisions pour risques	19	3 463	1 940
Impôts différés passifs		40 211	39 100
Dettes financières non courantes	18	454 037	494 617
Instruments financiers dérivés non courants	20	21 977	
Total des passifs non courants		528 191	543 880
Passifs courants			
Fournisseurs		51 709	41 170
Impôts et taxes		12 061	15 904
Instruments financiers dérivés courants	20		10 462
Dettes financières courantes	18	75 387	35 501
Autres passifs courants	21	63 236	20 988
Total des passifs courants		202 393	124 025
Total du passif		1 010 720	966 102

D Tableau de variation des capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves et résultats	Couverture de flux de trésorerie	Ecart de conversion	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2008	1 071	1 794	221 654	2 736	-2 276	224 979	49 123	274 102
Distributions de dividendes			(33 655)			(33 655)	(2 325)	(35 980)
Autres			(5)			(5)	6	1
Stocks-options			62			62		62
Total des transactions avec les actionnaires			(33 598)			(33 598)	(2 319)	(35 917)
Variation de la différence de conversion					119	119		119
Variation de juste valeur sur dérivés de couverture				1 532		1 532	458	1 990
<i>Sous-total éléments comptabilisés en capitaux propres</i>				1 532	119	1 651	458	2 109
Résultat de la période			22 638			22 638	4 414	27 052
Total profits et pertes de la période			22 638	1 532	119	24 289	4 872	29 161
Capitaux propres au 30 juin 2008	1 071	1 794	210 694	4 268	-2 157	215 670	51 676	267 346

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves et résultats	Couverture de flux de trésorerie	Ecart de conversion	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2009	1 071	1 794	247 492	-2 664	-5 114	242 579	55 618	298 197
Distributions de dividendes			(33 655)			(33 655)	(2 311)	(35 966)
Autres								
Stocks-options			60			60		60
Total des transactions avec les actionnaires			(33 595)			(33 595)	(2 311)	(35 906)
Variation de la différence de conversion					(882)	(882)	(13)	(895)
Variation de juste valeur sur dérivés de couverture				(1 586)		(1 586)	(259)	(1 845)
<i>Sous-total éléments comptabilisés en capitaux propres</i>				(1 586)	(882)	(2 468)	(272)	(2 740)
Résultat de la période			16 921			16 921	3 665	20 586
Total profits et pertes de la période			16 921	-1 586	-882	14 453	3 393	17 846
Capitaux propres au 30 juin 2009	1 071	1 794	230 818	-4 250	-5 996	223 437	56 700	280 137

E Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2008 Retraité
Activités opérationnelles :		
Résultat net part du groupe	16 921	22 638
Intérêts minoritaires	3 665	4 414
Ajustements		
. Dotations aux amortissements et aux provisions	13 547	10 940
. Variation des impôts différés	1 294	444
. Résultat des entreprises associées net des dividendes reçus	(417)	(839)
. Plus ou moins values de cession		2
. Autres éléments sans impact sur la trésorerie	(666)	-835
. Produits financiers capitalisés	(287)	(202)
. Charge d'impôt courant de l'exercice	4 626	6 262
. Coût de l'endettement financier	10 993	10 256
Capacité d'autofinancement	49 676	53 080
Variation du besoin en fonds de roulement	6 533	(3 032)
Impôt décaissé / impôt reçu	367	(6 607)
Autres éléments		
Flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles	56 576	43 441
Opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(50 412)	(45 713)
Acquisition d'actifs financiers	(256)	(2 173)
Prix de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	199	8
Prix de cessions et diminutions d'actifs financiers	236	574
Acquisition/cession de filiales sous déduction de la trésorerie acquise/cédée		(2 184)
Autres éléments	71	(510)
Flux net de trésorerie généré par les activités d'investissement	(50 162)	(49 998)
Opérations de financement :		
Augmentation de capital		(33 655)
Distributions de dividendes de Séchilienne-Sidec		(33 655)
Distributions de dividendes aux intérêts minoritaires		(33 655)
Coût de l'endettement financier	(10 993)	(10 256)
Avances de financement	9 181	
Emissions ou souscriptions d'emprunts et dettes financières	12 058	54 309
Remboursements d'emprunts et dettes financières	(21 518)	(19 850)
Flux net de trésorerie généré par les activités de financement	(11 272)	(9 452)
Effet du change sur la trésorerie	4	(768)
Variation nette de la trésorerie	(4 854)	(16 777)
Trésorerie nette à l'ouverture	66 811	43 111
Trésorerie nette à la clôture	61 957	26 334
Variation de trésorerie	(4 854)	(16 777)

Le changement de classement intervenu est présenté dans la note 2.5.

La trésorerie nette se compose comme suit :

Disponibilités	5 076	15 142
Avances reçus des crédits bailleurs		
Titres de placement	60 107	14 043
Concours bancaires courants	(3 226)	(2 851)
Trésorerie nette	61 957	26 334

F Notes aux états financiers

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Séchilienne-Sidec sont présentés en milliers d'euros et ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 août 2009.

1 Faits marquants de la période

Le premier semestre 2009 a été marqué par les événements suivants :

- § des arrêts intervenus principalement au premier trimestre, du fait de la panne d'alternateur subie par la centrale CTBR-1 entre le 29 décembre 2008 et le 12 avril 2009 ainsi que des mouvements sociaux à la Guadeloupe qui ont entraîné la fermeture de la centrale CTM entre le 20 janvier et le 4 avril 2009,
- § la baisse du coût des matières premières énergétiques, amorcée à la fin de l'année 2008 et qui s'est amplifiée au cours du premier semestre 2009. Cette baisse impacte le chiffre d'affaires du fait de l'indexation contractuelle des prix de vente de l'électricité au coût du combustible.
- § La validation par la Commission de régulation de l'énergie (CRE), le 25 juin 2009, d'avenants aux contrats avec EDF pour les centrales de CTBR-1 et CTBR-2, CTG-A, CTG-B et CTM, concernant la très forte réduction des quotas de gaz à effet de serre alloués aux producteurs d'électricité. Ces avenants permettront au Groupe de maintenir l'équilibre économique de ses contrats en refacturant une partie importante des coûts résultant de l'insuffisance des quotas, à l'exception d'une franchise limitée.

Incidence de la crise financière sur les activités du Groupe

- § Activités courantes des installations en exploitation

Le Groupe confirme la pérennité des indications données sur ce point dans ses comptes annuels 2008. La crise financière n'a pas fait sentir ses effets sur ses activités courantes.

Par ailleurs, les actions menées ont permis d'accroître très fortement la position de liquidité du Groupe par rapport à celle du premier semestre 2008 et de diminuer significativement le besoin en fonds de roulement.

Chaque installation en exploitation est portée par une structure distincte qui porte l'actif et le financement. Le financement à rembourser est sans recours et adossé aux actifs exploités par la structure.

Ces structures bénéficient de contrats de très longue durée conclus avec EDF en France et le Central Electricity Board à l'île Maurice.

§ Projets en cours de construction

La situation a évolué favorablement depuis la date d'arrêté des comptes de l'exercice 2008. Il était alors signalé que le Groupe n'avait pas encore financé l'intégralité des coûts engagés pour la réalisation du projet thermique CARAIBES ENERGIE et pour quelques projets solaires de faible capacité.

Les contrats de financement en Crédit-bail de CARAIBES ENERGIE ont été signés en juillet 2009 après l'accord donné par un établissement financier supplémentaire, ce qui a porté le montant total ferme de dette à long terme de 66,0 millions d'euros au 31 décembre 2008 à 86,0 millions d'euros à la date d'arrêté des comptes semestriels. Par ailleurs le coût total nominal du projet est passé de 120 millions d'euros à 125 millions d'euros.

Conformément à la politique du Groupe, tous les projets solaires en cours de construction ont été financés.

§ Projets de développement

Les objectifs de développement du Groupe dans le secteur de l'énergie solaire nécessitent un financement important par de la dette à long-terme à recours limité. Les conditions de marché

ont pour conséquence un allongement des délais de négociation. Ceci pourra avoir pour effet de décaler dans le temps certains projets.

Concernant les projets de développement à venir, les politiques d'engagement du Groupe sont strictement conditionnées à l'obtention préalable des financements.

§ Engagements d'achats

Dans le cadre du développement de ses activités dans le secteur de l'énergie solaire, le Groupe a conclu un contrat d'approvisionnement en panneaux solaires à couche mince avec le fournisseur FIRST SOLAR. Ce contrat s'étend sur la période 2007-2012. Le Groupe pourrait être amené à prendre livraison de ces panneaux alors que les financements des projets correspondants n'ont pas été obtenus.

Dans de telles circonstances, le Groupe pourrait être amené à avoir un recours à un financement de stocks ou encore à organiser une cession externe du surplus de panneaux ainsi que cela a déjà été fait en 2008 et au cours du premier semestre 2009.

Toutefois, ce contrat a fait l'objet d'une renégociation qui a permis une diminution significative des engagements et une plus grande souplesse sur les calendriers de livraison.

2 Bases de préparation des comptes et méthodes comptables

2.1 Bases de préparation

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2009 sont établis conformément à la norme IAS 34 «Information financière intermédiaire» qui permet de présenter une sélection de notes explicatives. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2008.

2.2 Méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2009 qui sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Normes, interprétations et amendements aux normes d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2009 sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2008 et détaillés dans les comptes consolidés publiés à cette date, à l'exception des normes suivantes qui sont d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2009 :

- IAS 1 révisée «Présentation des états financiers» ;
- IFRS 8 «Secteurs opérationnels» ;
- IAS 23 révisée «Coûts d'emprunt».
- Recueil d'amendements aux IFRS

La norme IAS 1 révisée a conduit le Groupe à présenter distinctement des capitaux propres, un état de résultat global comprenant les éléments de produits et charges qui sont comptabilisés directement en capitaux propres conformément aux dispositions des normes IFRS. L'information comparative a également été établie.

L'application de la norme IFRS 8 «Secteurs opérationnels» n'a pas conduit le Groupe à revoir la présentation de l'information sectorielle. En effet, la direction du Groupe a mis en place une organisation matricielle par zone géographique et par secteur d'activité. Le reporting interne est établi par secteur d'activité.

IAS 23 révisée "Coûts d'emprunt" n'a pas d'incidence sur les comptes du groupe.

Les améliorations des IFRS « Recueil d'amendements aux IFRS (mai 2008)», applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009, contiennent une modification de la norme IAS1 « Présentation des états financiers » portant sur le « classement courant / non courant des dérivés ». Le Groupe a reclassé de manière prospective les instruments dérivés qui bénéficient de la comptabilité de couverture et dont la maturité de l'instrument est supérieure à un an.

Normes, interprétations et amendements aux normes publiés par l'IASB mais dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2009 ou qui n'ont pas été endossés par l'Union Européenne

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune norme, amendement ou interprétation déjà publiés par l'IASB mais non encore endossés par l'Union Européenne ou d'application non obligatoire au 30 juin 2009. Notamment, le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes IAS 27 révisée «Etats financiers consolidés et individuels» et IFRS 3 révisée «Regroupements d'entreprises».

L'incidence sur les états financiers des textes publiés par l'IASB au 30 juin 2009 et non encore appliqués par le groupe est en cours d'analyse mais ne devrait pas être significative.

2.3 Principes de présentation de l'information financière semestrielle

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires sont les suivantes :

- Impôts sur les résultats : la charge d'impôt est calculée sur la base des résultats avant impôts ventilés par zones géographiques auxquels sont appliqués les taux d'imposition estimés pour l'exercice complet.
- Quotas d'émission des gaz à effet de serre : lorsque les estimations d'émission de l'exercice sont supérieures aux quotas attribués pour l'exercice, une provision est constituée pour couvrir l'excédent d'émission sous déduction des montants refacturés à EDF. Dans le cadre de l'arrêté semestriel, cette provision est calculée au prorata des émissions du semestre et est plafonnée, le cas échéant, au montant de la franchise prévue contractuellement avec EDF

2.4 Estimations de la Direction

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés semestriels résumés, les estimations significatives exercées par la direction sont identiques à celles décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, à l'exception du point mentionné ci-dessous.

Tel que mentionné dans les faits marquants de la période, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a validé le 25 juin 2009 des avenants aux contrats avec EDF pour les centrales de CTBR-1 et CTBR-2, CTG-A, CTG-B et CTM, concernant la très forte réduction des quotas de gaz à effet de serre alloués aux producteurs d'électricité. L'effet de ces avenants a été estimé pour le premier semestre 2009 en tenant compte de la consommation estimée de quotas de la période et du montant à facturer à EDF.

Par ailleurs, l'estimation, qu'avait faite la direction à la date d'arrêté des comptes du 31 décembre 2008 sur la base des éléments dont elle disposait à cette date, a été actualisée en fonction des termes de ces avenants et des cours d'achat des quotas manquants.

2.5 Comparabilité des informations présentées

Dans le cadre de la recherche d'une meilleure information financière, le Groupe avait procédé au 31 décembre 2008 à un changement de présentation du tableau des flux de trésorerie.

Ainsi, le coût de l'endettement financier antérieurement présenté en flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles est présenté en flux de trésorerie généré par les activités de financement.

Conformément à IAS 8 et afin d'assurer la comparabilité des exercices, les comptes présentés pour la période close au 30 juin 2008 ont été retraités de la même manière.

	30 juin 2008 publié	Reclassement du coût de l'endettement en flux net de trésorerie généré par les activités de financement	30 juin 2008 Retraité
Flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles	33 185	10 256	43 441
Flux net de trésorerie généré par les activités d'investissement	(49 998)		(49 998)
Flux net de trésorerie généré par les activités de financement	804	-10 256	(9 452)
Effet du change sur la trésorerie	(768)		(768)
Variation nette de la trésorerie	(16 777)	0	(16 777)

3 Périmètre de consolidation

Il n'y pas eu de variation significative de périmètre au cours du premier semestre 2009.

4 Secteurs opérationnels

L'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne et du reporting utilisé par la Direction du Groupe qui reflètent les différents niveaux de risques et de rentabilité auxquels il est exposé.

La segmentation des informations par secteur d'activité est privilégiée, les risques et rentabilités dépendant majoritairement des différentes natures des activités plutôt que de leur implantation géographique.

Les données sectorielles s'entendent avant retraitements de consolidation inter-secteurs et ajustements inter-secteurs.

Les transactions entre secteurs sont réalisées au prix de marché.

La ventilation retenue par le Groupe Sechilienne – Sidec pour les secteurs opérationnels est la suivante :

- Thermique : ce secteur regroupe les centrales thermiques qui fournissent une production d'énergie électrique à des sociétés nationales selon des contrats long terme.
- Eolien : ce secteur regroupe les parcs d'éoliennes qui fournissent une production d'électricité à EDF selon des contrats d'une durée de 15 ans.
- Solaire : ce secteur regroupe les différents parcs de panneaux solaires ainsi que la vente d'installations et de panneaux solaires à des tiers ou à des coentreprises pour la quote-part détenue par des tiers.

- Holding : le secteur Holding regroupe les activités fonctionnelles de Séchilienne-Sidec

1er semestre 2009 (en K€)	Thermique	Eolien	Holding	Solaire	Eliminations	Total
Produits des activités ordinaires	111 913	2 820	778	5 752		121 263
Inter-secteurs			3 449		(3 449)	0
Produits des activités ordinaires	111 913	2 820	4 227	5 752	(3 449)	121 263
Résultat opérationnel	33 098	1 042	35	1 207		35 382
Résultat des entreprises associées	1 202					1 202
Charges et produits financiers						(10 078)
Charge d'impôts						(5 920)
Résultat net de l'exercice						20 586

1er semestre 2008 (en K€)	Thermique	Eolien	Holding	Solaire	Eliminations	Total
Produits des activités ordinaires	124 434	1 867	713	3 599		130 613
Inter-secteurs			3 220		(3 220)	0
Chiffre d'affaires	124 434	1 867	3 933	3 599	(3 220)	130 613
Résultat opérationnel	37 472	1 063	904	1 682		41 121
Résultat des entreprises associées	2 027					2 027
Charges et produits financiers						(9 390)
Charge d'impôts						(6 707)
Résultat net de l'exercice						27 052

5 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires consolidés s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Ventes d'électricité et de vapeur	116 796	125 905
Ventes de panneaux et d'installations	2 498	2 832
Prestations de services et autres	1 969	1 876
Produits des activités ordinaires	121 263	130 613

Le chiffre d'affaires comprend l'intégralité de la prime fixe fixée par le contrat de la centrale CTM avec EDF, y compris pendant l'arrêt de l'installation lié aux mouvements sociaux à la Guadeloupe. Dans l'attente de la décision finale sur la période couverte par la force majeure, le montant correspondant à ce facteur d'incertitude a par prudence fait l'objet d'une dotation en provision.

6 Autres produits et charges d'exploitation

• Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation comprennent toutes les dépenses autres que les achats, les frais de logistique, les charges de personnel. Elles incluent également les coûts de réparation de l'alternateur CTBR nets de la reprise de provision correspondante.

• Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation incluent :

- l'indemnisation de l'assurance reçue au titre de la panne de l'alternateur de CTBR,
- l'effet net des changements d'estimation liés aux quotas de CO2 au titre de l'exercice 2008 et du premier semestre 2009 (voir § 2.4 ci-avant).

7 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Plus values de cession d'actifs		
Autres produits	3 622	1 061
Autres produits opérationnels	3 622	1 061
Provisions pour risques et charges	(317)	(96)
Autres charges	(2 716)	(2)
Autres charges opérationnelles	(3 033)	(98)
Total des autres produits et charges opérationnels	589	963

Pour le premier semestre 2008, les autres produits opérationnels comprennent principalement l'écart d'acquisition résiduel négatif lié à l'acquisition des entités Orgiva pour 897 K€

Pour le premier semestre 2009, les autres produits opérationnels comprennent :

- la reprise en résultat de compléments de prix n'étant plus à payer du fait de négociations commerciales ;
- l'indemnité d'assurance à recevoir suite à la destruction d'une installation. Les charges afférentes à ce sinistre figurent en autres charges opérationnelles.

8 Coût de l'endettement financier

Les différentes composantes constituant le coût de l'endettement financier sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Frais financiers sur dettes financières	(4 249)	(2 011)
Frais financiers sur crédits baux	(6 744)	(8 245)
Coût de l'endettement financier	(10 993)	(10 256)

9 Autres produits et charges financiers

Les différentes composantes constituant les produits et charges financiers sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Revenu des prêts	161	97
Produit Cession VMP	126	461
Variation de juste valeur des instruments financiers	49	143
Autres produits financiers	759	827
Produits financiers	1 095	1 528
Pertes de change	(51)	(9)
Variation de juste valeur des instruments financiers		
Autres charges financières	(129)	(653)
Autres charges financières	(180)	(662)

10 Impôts

La charge d'impôt sur les résultats s'analyse de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Charge d'impôt courant	(4 626)	(6 262)
Impôts différés	(1 293)	(445)
Total impôt sur les sociétés	(5 920)	(6 707)

- **Rationalisation de la charge d'impôt**

Le taux d'impôt effectif au 30 juin 2009 se détermine comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Résultat opérationnel	35 382	41 121
Coût de l'endettement financier	(10 993)	(10 256)
Autres produits et charges financiers	915	866
Résultat avant impôt et part dans les sociétés mises en équivalence (A)	25 304	31 731
Charge d'impôt (B)	(5 920)	(6 707)
Taux d'impôt effectif (B) / (A)	23,40%	21,14%

La différence entre la charge d'impôt effective et la charge d'impôt théorique, hors contribution additionnelle, s'analyse comme suit :

	1er semestre 2009			1er semestre 2008		
	base (K€)	Taux	Impôt (K€)	base (K€)	Taux	Impôt (K€)
Charge d'impôt	25 304	23,40%	5 920	31 731	21,14%	6 707
Fiscalisation à taux réduits dans les Départements d'Outres-Mer	-	7,25%	1 835	-	11,78%	3 737
QP de frais et charges	-	-0,19%	-48	-	-1,30%	-411
Défiscalisation des investissements dans les Départements d'Outres-Mer	-	0,16%	41	-	0,09%	27
Autres	-	2,71%	686	-	1,63%	516
Charge d'impôt théorique	25 304	33,33%	8 434	31 731	33,33%	10 576

11 Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Contrats de fourniture d'électricité et de vapeur	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Immobilisations nettes au 31 décembre 2008	114 302	27	114 329
Augmentations de la période		5	5
Amortissements de la période	-2 169		-2 169
Immobilisations nettes au 30 juin 2009	112 133	32	112 165

12 Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Installations en service	Immobilisations en cours	Total
Valeur brutes :			
Au 31 décembre 2008	630 662	120 245	750 907
Acquisitions	12 386	38 007	50 393
Cessions	(2 410)		(2 410)
Variations de périmètre			
Reclassement	10 137	(10 137)	
Effet de change			
Au 30 juin 2009	650 775	148 115	798 890
Amortissements et dépréciations :			
Au 31 décembre 2008	(132 723)		(132 723)
Charge d'amortissement de la période	(9 599)		(9 599)
Dépréciation			
Reprise de dépréciation			
Cessions	295		295
Variations de périmètre			
Reclassement			
Effet de change			
Au 30 juin 2009	(142 027)		(142 027)
Valeurs nettes :			
Au 31 décembre 2008	497 939	120 245	618 184
Au 30 juin 2009	508 748	148 115	656 863

Les immobilisations en cours correspondent à hauteur de 108.5 millions d'euros aux installations photovoltaïques et à hauteur de 39.5 millions d'euros aux installations thermiques dont 36.5 millions d'euros aux installations de Caraïbes Energie.

Les acquisitions de la période intègrent la mise en service d'installations éoliennes en location financement pour 8.4M€.

13 Participations dans les entreprises associées

La variation des participations dans les entreprises associées s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2009	31/12/2008
	6 mois	12 mois
Mouvements au cours de la période comptable		
Montant en début de période	24 972	25 524
Dividendes versés	(786)	(1 936)
Augmentation de capital		
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	1 202	4 148
Ecart de conversion sur les participations mauriciennes	(951)	(2 764)
Autres mouvements		
Variation de périmètre		
Montant en fin de période	24 437	24 972

Pour le premier semestre 2009, le retraitement des dérivés incorporés aux contrats de vente d'électricité génère un profit net d'impôt de 76K€ contre 995K€ pour l'exercice 2008.

14 Actifs financiers

Actifs financiers non courants :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2009	31/12/2008
Dépôts et gages espèces	16 797	37 056
Dépôts à terme	4 626	4 828
Titres non consolidés	217	217
Prêts à plus d'un an	86	94
Total	21 726	42 195

Les dépôts de garantie et gages espèces sont liés aux contrats de crédit-baux qui servent à financer les centrales thermiques. Ces dépôts et gages portent intérêts capitalisables. Ils sont remboursables selon un échéancier fixe ou à la date de levée de l'option d'achat. En cas d'exercice de la garantie par les bailleurs, Séchilienne-Sidec obtiendrait la propriété des équipements faisant l'objet des contrats.

Le dépôt à terme donne lieu à des intérêts qui sont capitalisés.

La diminution des dépôts et gages espèces est liée au reclassement en actifs financiers courants du dépôt lié au crédit bail de CTG d'un montant de 20.8M€ dont l'échéance est à moins d'un an.

Actifs financiers courants :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2009	31/12/2008
Autres immobilisations financières		
Titres de placement	60 107	51 135
Dépôts et gages à moins d'un an	20 775	
Total	80 882	51 135

Les titres de placement concernent des Sicav monétaires immédiatement disponibles dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

15 Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2009	31/12/2008
Stocks en valeur brute		
Matières premières / Combustibles	8 709	7 793
Pièces de rechange non stratégiques	18 424	17 912
Autres stocks en cours	450	105
Total stocks en valeur brute	27 583	25 810
Dépréciation des stocks		
Matières premières / Combustibles		
Pièces de rechange non stratégiques	577	577
Autres stocks en cours		
Total dépréciation des stocks	577	577
Stocks en valeur nette		
Matières premières / Combustibles	8 709	7 793
Pièces de rechange non stratégiques	17 847	17 335
Autres stocks en cours	450	105
Total stocks en valeur nette	27 006	25 233

16 Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2009	31/12/2008
Créances fiscales et sociales	9 561	16 057
Charges constatées d'avance	4 741	4 734
Autres débiteurs	14 647	9 437
Total	28 949	30 228

Au 30 juin 2009, les autres débiteurs comprennent les indemnités d'assurance à recevoir.

17 Capital et actions potentielles

17.1 Capital social et plans d'options

Aucune option n'a été exercée et aucun nouveau plan n'a été mis en place au cours du premier semestre 2009.

17.2 Nombre d'actions

Au 30 juin 2009, le capital est composé de 27 814 360 actions de nominal 0,0385 euros entièrement libérées. Il n'y a pas eu d'émission de nouvelles actions.

Par ailleurs, aucun mouvement sur les actions propres n'a été réalisé sur la période.

Calcul de l'effet dilutif

Le nombre moyen pondéré dilué d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des droits rattachés aux instruments dilutifs sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix du marché moyen sur la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des droits.

Les effets dilutifs sont générés en majorité par l'émission d'options de souscription d'actions.

	30/06/2009	30/06/2008
Nombre moyen pondéré d'actions	27 787 260	27 787 260
Effet dilutif		
o Options de souscription d'actions	24 600	291 382
o Autres		
Nombre moyen pondéré d'actions dilué	27 811 860	28 151 487
Le résultat net part du Groupe par action avant et après effet dilutif s'établit ainsi :		
	16 921	22 638
Résultat net sur nombre moyen pondéré d'actions	0,61	0,81
Résultat net sur nombre moyen pondéré dilué d'actions	0,61	0,81

17.3 Dividendes

Le 16 juin 2009, l'Assemblée générale de Séchilienne Sidec a fixé le montant du dividende au titre de l'exercice 2008 à 1,21 € par action et proposé une option, au choix de l'actionnaire, pour le paiement du dividende intégralement en numéraire, ou pour moitié en numéraire et pour moitié en actions. La période de choix s'est achevée le 10 juillet dernier et 78,06% des actions ont fait l'objet d'une demande de paiement mixte. Cette opération a entraîné la création de 627.285 actions nouvelles.

Le paiement du dividende en numéraire et la livraison ont eu lieu le 22 juillet 2009.

18 Dettes financières

<i>En milliers d'euros</i>	Emprunts bancaires	Dettes de crédit bail	Découverts bancaires et autres	Total des dettes financières	Dont non courant	Dont courant
Au 31 décembre 2008	213 227	310 471	6 420	530 118	494 617	35 501
Emission de la période	8 544	11 918		20 462		
Remboursements de la période	-8 745	-11 456		-20 201		
Variations nettes			-955	-955	-40 580	39 886
Au 30 juin 2009	213 026	310 933	5 465	529 424	454 037	75 387

Les nouvelles dettes de la période ont été souscrites à taux variables pour 6.5M€ et à taux fixes pour le solde.

L'augmentation des dettes financières courantes est essentiellement liée au reclassement en courant du capital restant de la dette de crédit bail de CTG. Cette dette arrive à échéance au premier semestre 2010.

Tel que décrit dans les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2008, l'accord de financement de la dette Corporate du Groupe prévoit le respect de ratios minimum usuels. Le Groupe respecte ces ratios au 30 juin 2009.

19 Provisions pour risques et charges

<i>En milliers d'euros</i>	Montant au 31/12/2008	Dotations	Reprises liées à utilisation	Reprises pour non utilisation	Montant au 30/06/2009
Provisions pour couverture de risques industriels et autres risques	1 940	2 428	(906)		3 462
Total provisions non courantes	1 940	2 428	-906	0	3 462

Les dotations aux provisions de la période concernent principalement les incertitudes subsistant sur la période d'arrêt de la centrale CTM couverte par la force majeure.

20 Instruments financiers dérivés

Il n'a pas été mis en place de nouveaux instruments financiers de couverture au cours du premier semestre 2009.

Le montant comptabilisé en résultat au titre de la part inefficace des instruments de couverture est nul.

	Notionnel en millions d'euros	Justes valeurs au bilan				Imputation des variations en 2009	
		31/12/2008		30/06/2009		Résultat	Compte transitoire dans les capitaux propres
		Actifs	Passifs	Actifs	Passifs		
<i>Milliers d'euros</i>							
Couverture d'un crédit bail à taux variable :							
- vente d'un cap	55		(717)		(750)	(33)	
- achat d'un floor	55	455		733		278	
- achat d'un cap	57		(309)		(155)	154	
- vente de floor	57		(462)		(782)	(320)	
Dérivés incorporés :							
- swap de taux	42	5 107		13 828		8 721	
- swap miroir	42		(4 484)		(13 235)	(8 751)	
Couverture d'un crédit-bail à taux variable par cinq swaps de taux (prêteur à taux variable / emprunteur à taux fixe)	187	27					(2 589)
			(4 491)		(7 055)		
Total		5 588	(10 462)	14 561	(21 977)	49	(2 589)

21 Autres passifs courants

Les autres passifs s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2009	31/12/2008
Produits constatés d'avance	7 384	7 617
Autres créditeurs	55 852	13 371
Total	63 236	20 988

Pour la période close au 30 juin 2009, les autres créiteurs incluent le montant des dividendes à distribuer pour 33,7 M€ et les montants provisionnés au titre des déficits de quotas de CO2 pour 10.8M€.

22 Engagements hors-bilan au 30 juin 2009

Au 30 juin 2009, le montant des engagements hors bilan s'élève 341 millions d'euros contre 365,9 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette variation est principalement liée à la diminution des obligations d'achat conclu avec la société First Solar.

23 Parties liées

Il n'y a pas eu au 30 juin 2009 de variations significatives des transactions réalisées avec les parties liées.

24 Evénements postérieurs à la clôture

- En date du 22 juillet 2009, Sechilienne-Sidec a procédé au paiement du dividende en numéraire et à la livraison des actions nouvelles émises tel que cela est décrit en note 17.3.
- En date du 8 juillet 2009, Sechilienne Sidec a signé une convention de crédit portant sur un montant de 15M€.
- Le 24 juillet 2009, le Groupe a signé une convention de prêt pour le financement de Caraïbes Energie pour un montant ferme de 86M€ dont 4M€ au titre des intérêts de préfinancement capitalisés. Conformément aux termes de cette convention, un premier tirage de 60M€ a été réalisé en date du 28 juillet 2009.

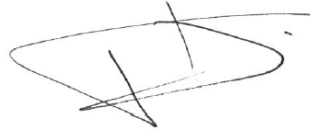
III / Attestation du Président sur le Rapport financier semestriel

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Courbevoie, le 28 août 2009

Le Président Directeur Général
Nordine HACHEMI



**IV / Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

SECHILIENNE-SIDEC
Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Séchilienne-Sidec, relatifs à la période du 1^{er} Janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 de l'annexe relative aux nouvelles normes, interprétations et amendements d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2009, et en particulier la norme révisée IAS 1 sur la présentation des états financiers.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Courbevoie et Paris-La défense, le 28 aout 2009

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS
Frédéric Allilaire Philippe Strohm

ERNST & YOUNG Audit
Emmanuelle Mossé

<p>Mazars Tour Exaltis 61, rue Henri-Regnault 92 400 Courbevoie S.A au capital de 8.320.000 €</p> <p>Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie Régionale de Versailles</p>	<p>ERNST & YOUNG Audit Tour Ernst & Young Faubourg de l'Arche 11, allée de l'Arche 92037 Paris-La-Défense Cedex S.A.S à capital variable</p> <p>Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie Régionale de Versailles</p>
---	--